

TRANSPORT PRIVÉ

L'augmentation des prix n'est pas exclue

Le ministère des Transports n'exclut pas une éventuelle augmentation des prix du transport. Cependant, s'il y a une hausse, elle sera «minime et symbolique» rassure le directeur du transport terrestre et urbain au ministère des Transports. L'augmentation ne touchera pas le transport public.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Salem Salhi qui s'exprimait jeudi sur les ondes de la Radio Chaîne III n'a pas écarté une éventuelle hausse des prix du transport privé. Une revendication des transporteurs qu'ils justifient par la hausse des prix des carburants et qui ont recouru à des mouvements de protestation pour exprimer leur colère.

Le directeur terrestre et urbain au ministère des Transports a indiqué qu'un groupe de travail a été installé pour étudier et réfléchir sur une éventuelle mesure d'allège-

ment de certaines charges dans le but de réduire l'impact des augmentations du prix du carburant sur les transporteurs pour ne pas toucher le pouvoir d'achat des citoyens.

«Je ne peux pas anticiper sur les résultats du travail, mais s'il y a une augmentation elle sera symbolique et minime», a-t-il soutenu.

L'intervenant a indiqué que le département de Boudjemaa Talai a déjà pris l'initiative d'alléger les charges sur les transporteurs concernant les redevances d'accès aux différentes gares routières.

Ainsi, souligne M. Salhi, la Société de gestion de la gare routière d'Alger, Sogral a reçu instruction pour diminuer les charges relatives à l'accès aux gares routières à partir de ce mois de janvier. «La diminution est minime mais significative», précise-t-il.

Concernant les autres charges ne relevant pas du ministère des Transports, le responsable a indiqué que la tutelle a pris l'engagement d'accompagner et d'assister les fédérations des transporteurs auprès des autres ministères concernés.

«Nous allons les accompagner pour obtenir, entre autres l'harmonisation de l'import forfaitaire unique, la facilitation de l'octroi du crédit pour le renouvellement du parc et le rééchelonnement des dettes fiscales, afin de trouver un consensus pour établir un tarif raisonnable



Photo : DR

Une augmentation minime du prix du transport privé.

pour ne pas impacter le pouvoir d'achat du citoyen», a expliqué ce responsable. Toutefois, l'augmenta-

tion des prix ne touchera pas le transport public, rassure-t-on.

S. A.

COTISATIONS SOCIALES

Du nouveau pour les agriculteurs

La Casnos, en collaboration avec la CNMA, a organisé jeudi une journée d'information sur les nouvelles dispositions que consacre le système de Sécurité sociale lié aux agriculteurs. Outre l'exonération des pénalités, des avantages en nature et l'amélioration du service rendu sont également à l'ordre du jour.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le nouveau dispositif s'accroît particulièrement sur le volet des cotisations sociales particulièrement. Le directeur général de la Casnos, Chawki Acheuk-Youcef, a précisé dans ce cadre que l'exonération «totale» des majorations et pénalités de retard pour ce qui est du paiement de la dernière échéance due, est liée à certaines conditions. A savoir que la

souscription de l'échéancier de paiement des cotisations antérieures devra se faire au plus tard le 31 mars 2016.

Effectivement, «ces facilitations» octroyées aux agriculteurs ont pour objectif d'alléger la régularisation de leur situation. Et ce, par le paiement des arriérés de cotisations pouvant remonter à l'année 1996, a indiqué le responsable. Concernant l'ensemble des agriculteurs, abstraction faite de leur âge ou de leur nombre d'années cotisées, cette régularisation s'effectue par échéancier de paiement d'une durée à «concurrence d'une année» par cotisation due. Ceci en précisant que les aidants familiaux sont également bénéficiaires de cette mesure. Que ce soit pour le conjoint, les ascendants, les descendants ou encore les frères et sœurs (collatéraux de premier degré). D'autres dispositions facilitatrices s'ajoutent à celles-ci, toujours

liées au «respect de l'échéancier de paiement des cotisations». On citera : la carte Chifa, l'amélioration du niveau de la pension de retraite par l'élévation du seuil maximal de l'assiette de cotisation passant de 8 à 20 seuils et la réduction du délai d'appréciation du droit aux prestations de l'assurance invalidité à 45 jours.

S'agissant de l'amélioration et la modernisation du service rendu aux agriculteurs, la Casnos prévoit la multiplication des points de contact avec les agriculteurs par «des structures de proximité». En vue de l'importance de ces acteurs «chargés de la sécurité alimentaire» dans l'économie nationale, la Casnos se veut plus coordinatrice avec la CNMA par le biais de la mutualisation des moyens techniques et infrastructurels. D'une part, pour pousser à la hausse le nombre d'adhésion à la Sécurité sociale, qui est

«volontaire» et ne représente que 3% seulement du nombre total d'agriculteurs. Et ce, par la sensibilisation ainsi qu'à travers des mesures incitatives pratiques et réglementaires. «Il y a lieu de leur expliquer qu'il y a de leur intérêt» a signalé Zougar Saïda, conseillère chargée d'études au ministère de l'Agriculture. Il s'agit là d'une autre grande bataille que doivent mener les pouvoirs publics dans un secteur aussi stratégique que celui de l'agriculture.

N. B.

**ARRESTATION DE
SON PROPRIÉTAIRE
SUSPECTÉ DE LIENS
AVEC LE TERRORISME**Descente de la BRI
dans une librairie
islamiste à Béjaïa

La Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Boumerdès a donné l'assaut mercredi dans une librairie d'obédience islamiste située au centre-ville de Béjaïa, a-t-on appris d'une source policière.

Notre source rapporte que le propriétaire de la librairie en question, âgé de 51 ans, serait suspecté de financement de groupes islamistes armés. Ce sont les éléments de la BRI de Boumerdès qui ont intervenu dans la librairie de cet ancien militant du parti islamiste dissous, le Front islamique du salut (FIS).

Selon nos informations, les éléments de la BRI agissaient sur informations recueillies après l'arrestation d'une femme soupçonnée d'appartenance à un groupe terroriste à Boumerdès. La femme mise en cause a indiqué aux enquêteurs de la BRI de Boumerdès qu'une personne de Béjaïa lui aurait proposé de l'envoyer en Syrie. «Une personne de Béjaïa m'a proposé de m'envoyer dans un camp d'entraînement de Daesh en Syrie», a-t-elle déclaré à la BRI de Boumerdès.

Dans le cadre de minutieuses investigations, les éléments de la BRI ont abouti à l'arrestation du propriétaire de la librairie d'obédience islamiste qui serait «suivi» depuis plusieurs mois par les services de sécurité pour des relations qu'il entretenait avec le milieu terroriste, indique la source policière.

A. K.

MONOPOLE SUR LE SUCRE

Issad Rebrab se défend

Intervenant à l'occasion de la première édition d'«Algerian Leadership» observée au campus d'Aboudaou de Béjaïa à l'initiative du Club scientifique d'hydraulique, mercredi, le patron de Cevital, Issad Rebrab, n'y est pas allé de main morte pour répondre à ses détracteurs.

«Je veux corriger certains de nos détracteurs dont l'un d'eux avait déclaré qu'en encourageant la réalisation d'autres raffineries de sucre, il sera mis fin au monopole de Cevital. Je tiens à rappeler qu'avant la réalisation de ces nouvelles raffineries, quatre autres existaient déjà, dont celles de Guelma, de Khemis Miliana et de Mostaganem», a répliqué le P-dg de Cevital en réponse, sans le citer nommément, au ministre de l'Industrie Abdeslam Bouchouareb qui pour rappel, a déclaré à partir de Boumerdès, au milieu du mois de décembre de l'année passée, que lorsque toutes les raffineries de sucre entameront la production «aucun producteur ne décidera sur un coup de tête une augmentation de 15%».

Faisant toujours allusion au même membre du gouvernement, le premier homme d'af-

aires algérien poursuit dans sa lancée : «En réalité, cette personne a menti et continue malheureusement encore de mentir (...) Cevital n'a jamais augmenté ses prix depuis quatre ans, au contraire nous les avons diminués malgré la dévaluation du dinar de 40%», a-t-il tenu à rappeler. Et de préciser, «c'est vrai que nous ne les avons pas augmenté puisque nous avons fait de bons achats sur le marché international s'agissant des matières premières».

Le patron de Cevital estime que la multiplication du nombre de raffineries avec un marché couvert à plus de 250% et en utilisant les fonds publics, l'Algérie subirait inévitablement les conséquences d'éventuelles faillites.

«L'Algérie dispose d'une dizaine de raffineries d'huile végétale dont certaines sont subventionnées par l'argent public,



Issad Rebrab.

contrairement à Cevital qui constitue le plus grand contributeur au budget de l'Etat après Sonatrach. Cevital est le deuxième exportateur après Sonatrach et le premier exportateur hors hydrocarbures», assène Rebrab tout en soulignant que son groupe œuvre pour l'intérêt de l'Algérie en mettant en exergue le nombre de postes d'emploi créés avec le rachat de nombreuses sociétés étrangères.

Le P-dg de Cevital a fait savoir que «la décision d'aller à l'international a permis de diver-

sifier les activités du groupe mais aussi de générer des emplois en Algérie, contrairement à ce que pensent certains».

Issad Rebrab citera à titre d'exemple le rachat d'Oxxo, spécialiste de la fenêtre en PVC, qui a sauvé 280 salariés étrangers, et qui a permis la création en Algérie de 3 000 postes d'emploi.

Parlant de l'unité Brandt, spécialisée dans l'électroménager, le patron de Cevital a annoncé «que toutes les activités qui ont été délocalisées vers les pays d'Asie seront relocalisées en Algérie avec la création de 1 300 emplois».

La rencontre du campus d'Aboudaou s'est ensuite poursuivie avec l'organisation de trois autres communications sous le thème «Créer une start-up» par Farid Arab, expert en accompagnement start-up, «Communication et développement durable», de M^{me} Christine Nalies, fondatrice du Wording conseil et «L'expertise en hydraulique», animée par Thierry Dubourdieu Rayrot, président de 7 Seas.

A. K.